

Tentative de coup d'Etat au Burundi : Ban appelle au calme et à la retenue

@rib News, 13/05/2015 – Source AFP – Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon appelle urgemment toutes les parties à faire preuve de calme et de retenue, en réaction à la tentative de coup d'Etat au Burundi, a déclaré mercredi son porte-parole. « Nous continuons d'évaluer les développements sur le terrain car la situation est très changeante », a ajouté Stéphane Dujarric.

Il a souligné que l'ONU suivait cette situation avec une grande inquiétude. M. Ban, a-t-il ajouté, « rappelle à tous les dirigeants burundais la nécessité de préserver la paix et la stabilité dans un pays qui a tant souffert de précédents accès de violence ». L'ONU reste en contact avec son ambassadeur au Burundi Saïd Djinnit, qui se trouve à Dar es Salaam pour un sommet régional consacré au Burundi. Selon des diplomates à l'ONU, la France a demandé que le Conseil de sécurité tienne des consultations dès que possible afin que M. Djinnit puisse l'informer de la situation, mais cette réunion pourrait ne se tenir que jeudi. Un général burundais a annoncé mercredi la destitution du président Pierre Nkurunziza, en déplacement en Tanzanie pour un sommet régional sur la crise dans son pays, où la situation restait incertaine en fin de journée. Selon la présidence burundaise, le coup d'Etat, mené par un groupe de militaires mutins a été déjoué. Mais il était impossible de savoir dans l'immédiat qui contrôlait le pays, secoué depuis le 26 avril par un mouvement de contestation à la candidature de M. Nkurunziza à la présidentielle du 26 juin. M. Dujarric n'a pas voulu se prononcer sur un éventuel coup d'Etat, soulignant que l'ONU s'efforçait d'avoir plus de détails sur ce qui se passe sur le terrain. Personne n'accueille favorablement ni ne reconnaît un coup d'Etat, qui est un changement de pouvoir non constitutionnel, a-t-il déclaré en réponse aux questions. Plus généralement, a-t-il ajouté, le secrétaire général (Ban Ki-moon) a toujours insisté, et pas simplement à propos de pays africains, sur la nécessité pour les dirigeants d'écouter leur peuple et de respecter les institutions démocratiques.